

PROGRAMME ELARGI DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE
SEN/97/003
SOUS PROGRAMME 5

PELCP/L...../2001

DAKAR, le

COMPTE – RENDU DE REUNION

Après un bref rappel des conclusions de la dernière réunion tenue le 14 septembre 2001 et portant sur la mise en place d'un groupe restreint chargé de vérifier si les observations émises par les différentes parties ont été prises en compte dans la dernière version du rapport et le relevé pour corrections des fautes de frappe et de style, les membres du comité de pilotage ont remercié tous les consultants qui ont contribué à la collecte des données.

Ils ont cependant, formulé de nouvelles observations portant sur :

- la problématique du rapport qui n'apparaît pas de manière claire dans l'introduction ;
- les conclusions et recommandations qui doivent figurer à la fin de chaque chapitre traité.

En outre, ils ont recommandé :

- d'organiser une nouvelle rencontre au Pnud les jeudi 4 et vendredi 5 octobre pour revisiter les trois parties techniques et faire sur place, à partir des disquettes fournies par ce consultant, les corrections nécessaires. Ainsi, chaque chapitre sera revu par :

- o Chapitre 1 : Mlle Ester (Pnud), Ndoye (DP), Mlle Paye (DP)
- o Chapitre 2 : Mellali (Pnud), BA (PELCP)
- o Chapitre 3 : Diawara (Congad) et LOM (DP).

La Préface sera rédigée par le Pnud et soumise au Représentant Résident pour approbation et signature.

La partie : Introduction devra être retravaillée avant le 10 octobre 2001 par NDOYE (DP), BA (PELCP), DIAWARA (Congad) avec Monsieur KASSE.

Madame Mellali s'est engagée à revoir les notes de Madame THIOUNE sur l'introduction.

.../...

Concernant la maquette de la page de couverture, des propositions seront faites par le Pnud au Comité de Pilotage.

Le Pnud est chargé de contacter les imprimeurs et le correcteur final (rewriter) pour réviser le rapport et y apporter toutes les corrections en termes de style, fautes de frappe, etc...

La prochaine réunion prévue le vendredi 12 octobre à 9 h 30 en présence de tous les membres du comité de pilotage dans la salle de conférence du Pnud devra permettre l'approbation de l'introduction et la conclusion modifiées, la préface et la note de remerciements. Les consultants représentant le cabinet se sont engagés à remettre les disquettes dans la journée. Ils doivent également intégrer dans leur rapport la note que leur propose Monsieur Ibrahima BA sur la métrologie.

Le professeur KASSE, absent de Dakar, sera informé le plus rapidement dès son retour par sa secrétaire.

Ibrahima BA
Expert Conseiller
Coordonnateur des Antennes

Ce n'est qu'après avoir rapidement lu et brièvement commenté le document que j'ai pris connaissance des termes de référence pour la préparation du « Rapport national sur le Développement humain 2000 du Sénégal », comme d'ailleurs il est intitulé. La première réaction qui me vient à l'esprit est d'au moins, mettre en sous-titre bien apparent « La Gouvernance et le Développement humain. »

L'Etat, le secteur privé et les organisations de la société civile, dont un condensé des rôles respectifs apparaît clairement défini dès, la page 2, consacrée à la justification de l'étude, constituent les acteurs principaux qui confèrent son caractère à la gouvernance.

Les stades de l'Etat gendarme à l'Etat Entrepreneur qui devraient conduire à celui de l'Etat arbitre, édicateur, et surveillant des normes qui régissent les rapports des citoyens, des groupes privés entre eux et avec l'Etat lui-même sont naturellement tributaires des conditions sociologiques et historiques des pays, sur un fond de principes généraux universels et intangibles : liberté et justice.

Héritières d'une administration jacobine, habituées à conduire revendications incessantes contre une autorité dont la légitimité originale était la conquête, les classes politiques, sociales et syndicales sénégalaises encore plus ou moins sous l'influence de leur lutte héroïque dans le passé, réagissent à la nouvelle donne des relations internationales, en particulier depuis la disparition du mur de Berlin, et en

présence de la mondialisation/globalisation croissante des politiques et des économies, avec la résistance des combattants d'arrière garde.

La conduite des réformes, institutionnelles, structurelles ou même culturelles, bien qu'en progrès que l'on souhaiterait un peu plus rapides, se heurte à de sérieux obstacles dont beaucoup relèvent de la gouvernance. Les avantages d'une bonne gouvernance sont bien connus, en particulier sur le développement humain, mais quelles en sont les contraintes.

A travers les documents, on rencontre des tentatives valables dans ce sens, mais peut-être faut-il insister davantage et reléguer une grande part de l'historique et de la description en annexe.

Ainsi la responsabilisation effective des collectivités locales, qui rapproche l'administration (ou si vous préférez la gouvernance) des citoyens et les fait participer à la gestion des affaires de la cité, est une partie intégrante, incontournable, de toute stratégie de développement humain durable dans nos pays. Elle nécessite une réflexion approfondie car sans mesure d'accompagnement, comme par exemple, le renforcement des structures de coordination et de contrôle (à posteriori autant que possible) ou celui de la solidarité Nationale, elle pourrait avoir des effets indésirables sur la cohésion nationale.

Un autre point qui mériterait d'être approfondi. Pourquoi le dynamisme et l'efficiace des sénégalais qui vont à l'aventure pour saisir les opportunités à l'extérieur, ne peuvent-ils pas être exercés chez eux, dans leur propre pays ? L'adage selon lequel nul n'est prophète en son propre pays n'offre pas une explication satisfaisante.

Assistons-nous là aux effets à long terme de pratiques toujours dénoncées mais toujours en vigueur du clientélisme, de corruption rampante et désormais régulièrement intégrée dans la vie quotidienne, qui projettent aux postes de commande, et en particulier des établissements publics, mais aussi ailleurs, des agents dont le seul mérite est d'être soutenu par un « patron ».